



<http://comaguer.over-blog.com>

**Bulletin n° 365 - semaine 3 - 2018**

## **L'idéologie impérialiste vue par un de ses penseurs**

### **UNE ANTHOLOGIE DES COUPS D'ETAT**

L'impérialisme dispose pour renverser les gouvernements des pays rebelles ou rétifs d'une série de techniques adaptées aux situations diverses des gouvernements visés. Entre la guerre d'agression caractérisée (qui dans le respect de la charte devrait entraîner une réaction militaire de l'ONU) et l'assassinat du chef d'un état petit et concentrant tous les pouvoirs s'ouvre la catégorie des coups d'ETAT. Elle est encore largement utilisée particulièrement dans ce qui reste l'arrière cour des Etats-Unis en Amérique Latine même si Cuba, Venezuela et Bolivie en tête, la résistance est possible. Ainsi ces dernières années au Paraguay, au Brésil et par deux fois au Honduras, les Etats-Unis et la classe compradore locale ont réussi à chasser une équipe au pouvoir sans bain de sang : élections truquées, non respect des textes constitutionnels.....l'imagination impériale est féconde.

Ce véritable professionnalisme du coup d'Etat est le fruit d'une expérience accumulée depuis la fin de la fin de la deuxième guerre mondiale. On connaît les récits de coups d'Etat organisés par les Etats-Unis mais on connaît moins les écrits d'Edward Luttwak qui pragmatisme anglo-saxon oblige a écrit un « Manuel pratique du Coup d'Etat ». L'ouvrage publié en 1967 sera réédité dix ans plus tard et traduit en 18 langues. Luttwak observe qu'entre 1945 et 1967 une soixantaine de coups d'Etat se sont produits dans le monde soit une moyenne de 3 par an et il en dresse un tableau qui fait ressortir que la très grande majorité d'entre eux a eu lieu dans les pays de ce que l'on désigne à cette époque là comme le tiers-monde.

Il tire de ce recensement un enseignement pratique développé dans le long avant-propos qui suit. Mais ayant choisi la posture du technicien politiquement neutre il se garde bien de situer cette activité dans le monde réel des rapports de puissance de l'époque et surtout d'y souligner le rôle central des Etats-Unis. Eclairage : depuis 1945 et même avant qu'elle ne soit

achevée, les Etats-Unis savent que les deux puissances coloniales : Grande Bretagne et France sont très affaiblies et vont avoir de la peine à maintenir leur empire et sous une forme différente, la forme néocoloniale, les Etats-Unis vont prendre leur place. Ils font d'ailleurs acter le début de ce déclin en signant avec la Grande-Bretagne le 14 Aout 1941 la Charte de l'Atlantique. (cf. texte en annexe).

La France n'est pas présente à la réunion du 14 Aout 1941 et Churchill juge opportun d'accepter le principe de libre choix par les peuples de leur propre de gouvernement (c'est-à-dire l'autodétermination mais le mot n'est pas prononcé) car dans l'empire britannique l'anticolonialisme prend alors, ici et là, la forme de mouvements de soutien au Reich ou au moins de sympathies pour l'Allemagne hitlérienne. Il convient donc de prendre les devants. De la même façon le gouverneur français de l'Indochine laisse l'armée d'invasion japonaise exercer toute sa brutalité sur la population. Churchill déclarera plus tard qu'il n'a d'ailleurs pas signé ce document qui n'est pas un traité international et que Roosevelt a fait les deux signatures. Qui qu'il en soit les Etats-Unis renforceront leur présence et leur ingérence partout dans les anciens empires (Moyen Orient, Thaïlande, Afrique de l'Est et du Sud) et s'autoriseront même à obliger la France et la Grande Bretagne à interrompre l'opération militaire néocoloniale de Suez (1956)

Malgré tout, la décolonisation va bien avoir lieu dans un vaste mouvement touchant l'Asie et l'Afrique qui pour l'essentiel est achevé en 1962 (Algérie) la décolonisation portugaise arrivant tardivement avec la révolution des œillets (1974). L'analyse de Luttwak se concentre sur cette période.

Il démontre la fragilité des nouveaux gouvernements des ex-colonies. Dans la même période Frantz Fanon acteur éminent et conscient de la décolonisation observe la faiblesse politique des néo bourgeoisies coloniales qui en dehors des cas de guerres de libération nationale forment des gouvernements formellement indépendants mais qui ne font que prendre la place les gouverneurs étrangers et que l'impérialisme remplace, quand il le juge nécessaire, par des coups d'Etat. Quand ce mécanisme de simple remplacement des dirigeants ne fonctionne pas et qu'une véritable indépendance menace il faut tuer les leaders. Patrice Lumumba, Sylvanus Olympio, Amilcar Cabral, Mehdi Ben Barka sont assassinés.

\*\*\*

Extrait de la seconde édition de la version française publiée en 1979 et aujourd'hui introuvable qui à la lecture s'avère être le guide de toutes les opérations de « REGIME CHANGE » si largement pratiquées par les Etats-Unis, la France coloniale n'étant pas en

reste mais n'intervenant que dans son champ clos africain. Le titre « COUPS D'ETAT » qui est celui de la version anglaise donne un vernis cultivé à l'ouvrage.

\*\*\*

## COUPS D'ETAT

### Avant-propos

*Depuis que ce livre a été publié pour la première fois, on m'a souvent dit que l'on s'en était servi pour préparer tel ou tel coup d'Etat. En réalité, on ne dispose de preuves solides que dans un seul cas - et encore est-ce une bien mauvaise publicité: si le coup d'Etat en question fut au début une réussite, il échoua finalement dans un bain de sang. Son protagoniste en chef, un ministre de la Défense qui avait d'ailleurs de plus grandes ambitions, fut arrêté et exécuté sur-le-champ. Quand on fouilla son domicile, on découvrit dans son bureau un exemplaire largement annoté de l'édition française de Coup d'Etat.*

(Note Comaguer : par contre Luttwak fait comme si son livre n'avait pas été lu ni par la CIA ni par le Département d'Etat, ni étudié dans de nombreuses écoles de guerre, puisqu'il s'efforce de passer pour un scientifique, docteur en ingénierie du coup d'état)

*Je pourrais me retrancher derrière l'excuse que l'on n'avait pas suivi attentivement mes recommandations, mais en réalité je n'ai jamais eu l'intention de rédiger un guide pratique qui donnât de sérieuses indications sur la manière de réaliser son propre coup d'Etat. Je poursuivais un tout autre but: étudier la signification de la vie politique dans ces pays «arriérés» que l'on appelle officiellement aujourd'hui « sous-développés »,*

*Au moment où je concevais ce livre, les milieux intellectuels occidentaux manifestaient un intérêt passionné pour le Tiers-Monde. L'atmosphère était très optimiste et l'on pariait beaucoup sur l'avenir des Etats d'Afrique et d'Asie qui émergeaient alors pour la première fois sur la scène internationale. Même l'Amérique latine bénéficiait d'un regain d'intérêt et l'on fondait sur elle de nouveaux espoirs, stimulés par la convention Kennedy «Alliance for Progress » qui, comme tous les projets de Kennedy, jouissait d'une grande publicité.*

*L'Afrique noire suscita indubitablement le plus grand intérêt, sur un plan souvent remarquablement émotionnel. Face aux Empires britannique et français, dont la dissolution n'était pas encore terminée, les pays d'Afrique comptaient parmi les plus récents. L'exotisme des paysages n'avait pas complètement masqué leur extrême pauvreté, mais l'absence presque totale d'une couche sociale ayant reçu une éducation apparut brutalement. Seuls quelques extrémistes de droite et le petit groupe des «Old African Hands » objectèrent que l'indépendance avait été acquise trop tôt. On relégua très vite cette petite minorité au rang des réactionnaires et des racistes. Un esprit éclairé aurait vu plus loin: ces nouveaux Etats disposaient de forces vives, celles des peuples fraîchement libérés de la léthargie du joug colonial; leurs jeunes seraient bientôt formés et donneraient des techniciens, des professions libérales et des fonctionnaires; avec l'aide de l'Occident, on pouvait s'attendre à une forte croissance économique qui comblerait sous peu le retard accumulé et la pauvreté générée par un système d'exploitation colonialiste. Mieux encore, on nous*

*demanda de chercher une moralité à la conduite de ces nouveaux États. Les jeunes leaders épris d'idéaux qui avaient combattu pour l'indépendance deviendraient une grande force spirituelle sur la scène internationale.*

*Ces discours, je les entendais alors que j'étais encore à la London School of Economies. On les prononçait comme des évidences, sans qu'ils aient besoin d'être exacts. Je n'avais pas envie de rejoindre le petit groupe des gens de droite qui seuls s'opposaient à la dégénérescence de l'Empire britannique. Mais je trouvais l'opinion générale terriblement déconnectée de la réalité. Nos plus brillants esprits semblaient avoir perdu tout esprit critique dès que l'on abordait le sujet du Tiers-Monde. Ce n'est pas le lieu de me livrer à des conjectures sur les obscures raisons émotionnelles qui pourraient à elles seules expliquer une telle défaillance intellectuelle, mais une chose est certaine: on a laissé se répandre une vision trop favorable quant à l'avenir des pays du Tiers-Monde, alors même que les faits contredisaient de façon catégorique les notions sur lesquelles reposaient les prévisions.*

**(Note comaguer : Luttwak fait comme si les nouveaux pays décolonisés avaient échappé ipso facto à la domination coloniale)**

*Ce n'est pas la pauvreté de ces Etats qui m'a rendu sceptique sur leur avenir et tout à fait pessimiste quant à leur participation à la vie internationale. La pauvreté n'interdit pas nécessairement de réussir sur le plan culturel, voire social. De toute façon, certains pays - d'ailleurs parmi les moins prometteurs - retiraient déjà d'importants revenus de leurs exportations pétrolières. Tout comme une structure administrative inappropriée, la pauvreté n'était pas une déficience fatale; peu de choses se développent aussi facilement que la bureaucratie. Même les conséquences néfastes qui résultaient des relatives privations vécues par des populations pauvres, que les médias confrontaient à la richesse, ne me paraissaient pas si graves. Il semble que ce soit davantage la « révolution d'une croissance attendue » - un de ces concepts inventés par les intellectuels occidentaux pour justifier les exactions à venir - qui ne se soit pas réalisée.*

**(Note Comaguer : et il y ajoute dans tout ce qui suit le mépris du dominant pour le dominé qui constitue le substrat de sa pensée)**

*Ces Etats avaient pourtant une déficience qui était, et demeure, fatale, une déficience qui devait inévitablement les conduire à mal gouverner leur pays et à dégrader les normes internationales: il leur manquait une véritable communauté politique. Cela, ils ne pouvaient ni le fabriquer ni l'importer. Il est difficile d'en donner une définition formelle et le mieux est peut-être de, commencer par comparer le concept de Nation à celui d'Etat.*

*Ces nouveaux Etats se sont constitués lorsque les autorités coloniales ont transmis leurs pouvoirs aux chefs des partis politiques qui luttèrent pour l'indépendance. Plus précisément, on leur a donné le contrôle de l'armée, de la police, et de toutes les administrations qui étaient auparavant sous la tutelle coloniale. Les vieux serviteurs de l'Empire se sont alors mis au service de leurs nouveaux maîtres, officiellement pour atteindre de nouveaux objectifs. Mais leurs méthodes et leur idéologie restaient celles de l'ancien pouvoir, le pouvoir colonial; elles étaient faites au moule de notions qui reflétaient les valeurs de cette communauté politique-là. TI*

*n'existait aucun lien organique entre les cultures du pays et les instruments du pouvoir étatique, et il ne pourrait sans doute jamais y en avoir. D'abord, parce que coexistaient plusieurs cultures, assez différentes les unes des autres et souvent incompatibles. Ensuite, parce que les idéologies et les méthodes que ces cultures pouvaient réellement supporter étaient souvent totalement inadaptées aux besoins de la vie moderne telle que la conçoivent les Occidentaux. Le risque n'était pas que ce hiatus affaiblisse l'appareil étatique, mais au contraire qu'il lui laisse trop de liberté et de puissance.*

*On connaît le résultat. Ces gouvernements ont pleins pouvoirs sur les individus et les exercent grâce à l'énorme machine administrative, les transports, les télécommunications et les armes modernes. Ils ne se soumettent à aucune des lois et des principes moraux que toute communauté politique a le devoir de faire respecter, même en demandant aux violateurs d'être hypocrites. Ils ne subissent pas non plus de pressions politiques, puisque les opprimés n'ont pas les possibilités électorales des démocraties occidentales et qu'il n'existe aucune structure au sein de laquelle des actions politiques pourraient s'organiser. D'où l'idée générale qu'à l'absence de gouvernement au temps des colonies a succédé, dans tous ces nouveaux Etats, un mauvais gouvernement. Il n'est pas une transaction entre le citoyen et l'Etat qui ne fasse appel à la corruption; une oppression subtile et persuasive a supplanté l'autoritarisme distant du colonialisme, puisque ni les bureaucrates ni les policiers ne sont contraints par la légalité - ou, à tout le moins, les procédures du légalisme -, à laquelle, en revanche, le pouvoir colonial se soumettait. Par conséquent, les exactions n'ont plus de limites et aucun citoyen ne peut s'en remettre à la loi pour assurer sa liberté, sa vie ou ses biens: celle-ci n'offre aucune protection contre ses propres gardiens.*

*Si le colonialisme était un crime, sa ruine fut une plus grande blessure encore lorsque des cultures fragiles, des sociétés modernes embryonnaires et des minorités sans défenses ont été livrées aux mains de dirigeants politiques s'appuyant sur la puissante machine de l'Etat moderne. Les atrocités d'Idi Amin ont été suffisamment spectaculaires pour attirer durablement l'attention des médias occidentaux. Mais sa réaction paraît légitime lorsqu'il se plaint de l'injustice dont il est victime. En effet, de l'Algérie au Zanzibar, tous les peuples d'Afrique sont dirigés par des autocrates qui se permettent, parce qu'ils contrôlent sans entraves l'appareil étatique, de s'adonner à tous les vices, à tous les excès de pouvoir: quand l'un est alcoolique, l'autre interdit formellement toutes boissons alcoolisées sur son territoire parce qu'il les juge contraires à la religion; quand l'un réclame ouvertement, pour satisfaire ses caprices, telle femme, tel homme, l'autre sanctionne l'adultère par la mort; quand l'un permet l'importation du plus futile des produits de luxe alors que le pays ne dispose pas suffisamment de devises pour acheter les médicaments de première nécessité, l'autre interdit l'importation du moindre livre alors que les devises engorgent inutilement des comptes bancaires à l'étranger. Surtout, les armes - défensives et offensives - sont utilisées systématiquement pour opprimer les populations et s'approprier, sur une échelle extravagante, la richesse publique. Quand le vice-président américain a été obligé de démissionner parce qu'il avait accepté des pots-de-vin, ou ce qui avait été assimilé à des pots-de-vin, les sommes en jeu avaient de quoi surprendre: pour si peu, dans un pays du Tiers-Monde, même un jeune ministre ne serait pas poursuivi.*

(Note Comaguer : et bien entendu tout est de la faute des nouveaux dirigeants)

*Le système grâce auquel les pouvoirs publics génèrent un enrichissement personnel est universel et l'enrichissement des puissants est un phénomène éloquent que l'on retrouve partout dans le monde. Mais il existe une différence dans le fonctionnement de cette logique au sein des nouveaux Etats et elle ne tient pas seulement à une question d'échelle. Ce n'est pas un phénomène ancillaire, cela tient plutôt à la*

*Si le colonialisme était un crime, sa ruine fut une plus grande blessure encore lorsque des cultures fragiles, des sociétés modernes embryonnaires et des minorités sans défenses ont été livrées aux mains de dirigeants politiques s'appuyant sur la puissante machine de l'Etat moderne. Les atrocités d'Idi Amin ont été suffisamment spectaculaires pour attirer durablement l'attention des médias occidentaux. Mais sa réaction paraît légitime lorsqu'il se plaint de l'injustice dont il est victime. En effet, de l'Algérie au Zanzibar, tous les peuples d'Afrique sont dirigés par des autocrates qui se permettent, parce qu'ils contrôlent sans entraves l'appareil étatique, de s'adonner à tous les vices, à tous les excès de pouvoir: quand l'un est alcoolique, l'autre interdit formellement toutes boissons alcoolisées sur son territoire parce qu'il les juge contraires à la religion; quand l'un réclame ouvertement, pour satisfaire ses caprices, telle femme, tel homme, l'autre sanctionne l'adultère par la mort; quand l'un permet l'importation du plus futile des produits de luxe alors que le pays ne dispose pas suffisamment de devises pour acheter les médicaments de première nécessité, l'autre interdit l'importation du moindre livre alors que les devises engorgent inutilement des comptes bancaires à l'étranger. Surtout, les armes - défensives et offensives - sont utilisées systématiquement pour opprimer les populations et s'approprier, sur une échelle extravagante, la richesse publique. Quand le vice-président américain a été obligé de démissionner parce qu'il avait accepté des pots-de-vin, ou ce qui avait été assimilé à des pots-de-vin, les sommes en jeu avaient de quoi surprendre: pour si peu, dans un pays du Tiers-Monde, même un jeune ministre ne serait pas poursuivi.*

*Le système grâce auquel les pouvoirs publics génèrent un enrichissement personnel est universel et l'enrichissement des puissants est un phénomène éloquent que l'on retrouve partout dans le monde. Mais il existe une différence dans le fonctionnement de cette logique au sein des nouveaux Etats et elle ne tient pas seulement à une question d'échelle. Ce n'est pas un phénomène ancillaire, cela tient plutôt à la façon de gouverner des dirigeants, qui n'est tempérée par aucune discrétion. Dans ces pays, la corruption à visage découvert révèle bien toutes les conséquences d'une absence de communauté politique. Ce n'est qu'avec cette dernière que des normes efficaces peuvent émerger, des normes que chaque citoyen, en son âme et conscience, ressent. Sans communauté politique, pas de normes efficaces; et sans ces normes, qui émanent naturellement des valeurs et des croyances de la communauté, l'Etat n'est rien d'autre qu'une machine. C'est alors que le coup d'Etat devient possible, dans la mesure où il suffit, comme avec n'importe quelle machine, de se saisir des leviers clés pour en prendre le contrôle. En écrivant sur le coup d'Etat, j'écrivais donc sur le vrai visage de la vie politique de ces nouveaux Etats.*

\*\*\*

La première traduction française avait été publiée en 1969. Luttwak ne pouvait donc manquer d'évoquer les événements de Mai 68. Ce qui souligne que, tant à l'ambassade des Etats-Unis à Paris qu'à Washington, la situation française a été suivie avec attention mais probablement sans inquiétude. Il le fait en effet d'une façon lapidaire propre à doucher d'une eau glacée les rêves de ceux qui croyaient au grand chambardement.

#### AVANT-PROPOS

*Comme viennent encore de le démontrer les événements de mai 1968, l'insurrection, qui fut longtemps le moyen classique par lequel on faisait la révolution, est aujourd'hui devenue un procédé désuet. Le dispositif de sûreté intérieure et extérieure de l'Etat moderne, comportant un personnel spécialisé, des moyens de transport et de communication variés, des sources d'informations étendues, ne saurait être mis en échec par l'agitation de masses civiles, si intense et prolongée soit-elle. Toute tentative de la population civile, ayant pour objet de faire usage de la violence par des moyens improvisés, sera toujours neutralisée par l'efficacité des armes automatiques modernes.*

*D'autre part, une grève générale peut, certes, paralyser provisoirement un système de gouvernement, mais elle ne saurait le démolir d'une manière définitive ; en effet dans toute organisation économique moderne d'Etat, la population civile manquera de vivres et de combustibles bien avant les militaires, la police et les services qui leur sont alliés.*

*C'est pourquoi l'Etat moderne est pratiquement invulnérable à toute attaque directe, mais il reste exposé à deux menaces: la guérilla et le coup d'Etat. La guérilla tend à effectuer une lente érosion de l'infrastructure humaine et physique de l'Etat: c'est un long et sanglant processus. Le coup d'Etat, par contre, s'appuie essentiellement dans ses opérations sur les éléments mêmes de la structure de l'Etat que les protagonistes de la guérilla cherchent à détruire : les forces armées, la police et les services de sécurité.*

*La technique du coup d'Etat est celle du judo : les protagonistes doivent utiliser la puissance de l'Etat contre ses dirigeants politiques. Ils y parviennent par un processus d'infiltration et de subversion, grâce auquel on obtient le concours absolu d'une partie, numériquement faible mais tactiquement indispensable, des forces de sécurité, tandis qu'on se borne à neutraliser pour une période limitée la plupart des autres éléments. (2)*

*Cet ouvrage a pour objet d'exposer les techniques nécessaires pour mener à bien un coup d'Etat, dans les trois domaines militaire, politique et policier (renseignements), depuis la première phase de l'infiltration jusqu'à l'ultime étape, au cours de laquelle, les objectifs capturés, la stabilisation commence, le coup d'Etat ayant réussi.*

*Cette étude ne comporte aucune orientation ni idéologie politique, attendu qu'elle constitue un manuel pratique, relatif à la prise du pouvoir et non pas à la manière d'utiliser celui-ci lorsqu'on l'a conquis. (1)*

### **Notes Comaguer :**

1 -sur cette dernière phrase : une manifestation soit de malhonnêteté intellectuelle vu l'imbrication qui dure encore de Luttwak dans le système de domination idéologique étasunien soit d'aliénation idéologique : le complexe impérialiste de supériorité)

2- la crise de Mai 68 s'achève quand De Gaulle part le 29 Mai à Baden-Baden rencontrer Massu : il y a encore de l'essence pour mettre dans les réservoirs des blindés français stationnés en Allemagne et dans ceux des véhicules de la gendarmerie en France. Une grève générale n'est pas un coup d'Etat !

A l'inverse, quand en Mai 1981 Mitterrand annonce qu'il va prendre 4 ministres communistes dans son gouvernement, il ravive des craintes remontant à 1945. Washington manifeste alors officiellement une vive inquiétude. Mitterrand rassure : aucun ministère régalien (Intérieur, défense, affaires étrangères) n'est concerné, pas plus qu'en 1945 !

\*\*\*

**En Avril 2016 Edward Luttwak a publié, chez HARVARD UNIVERSITY PRESS, le gratin de l'édition US, une nouvelle mise à jour tenant compte des nouvelles technologies disponibles pour les coups d'état (réseaux sociaux et autres).**

\*\*\*

## **Annexe**

# **La Charte de l'Atlantique**

*Signature le 14 août 1941*

*Grande-Bretagne et États-Unis*

*Représentés par le Premier ministre du Royaume-Uni, Churchill, et le président des États-Unis, Roosevelt.*

*La Charte de l'Atlantique est signée en mer, au large de Terre-Neuve, et dénonce la « tyrannie nazie » alors que les États-Unis ne sont pas encore entrés dans la guerre. Elle sera prolongée, après Pearl Harbour, par la déclaration des Nations*



unies du 1er janvier 1942, puis la charte des Nations unies du 26 juin 1945.

---

Le président des États-Unis d'Amérique et M. Churchill, Premier ministre, représentant le gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni, s'étant réunis en mer, jugent bon de faire connaître certains principes sur lesquels ils fondent leurs espoirs en un avenir meilleur pour le monde et qui sont communs à la politique nationale de leurs pays respectifs.

1. Leurs pays ne cherchent aucun agrandissement territorial ou autre.
2. Ils ne désirent voir aucune modification territoriale qui ne soit en accord avec les vœux librement exprimés des peuples intéressés.
3. Ils respectent le droit qu'a chaque peuple de choisir la forme de gouvernement sous laquelle il doit vivre ; ils désirent que soient rendus les droits souverains et le libre exercice du gouvernement à ceux qui en ont été privés par la force.
4. Ils s'efforcent, tout en tenant compte des obligations qu'ils ont déjà assumées, d'ouvrir également à tous les États, grands ou petits, vainqueurs ou vaincus, l'accès aux matières premières du monde et aux transactions commerciales qui sont nécessaires à leur prospérité économique.
5. Ils désirent réaliser entre toutes les Nations la collaboration la plus complète, dans le domaine de l'économie, afin de garantir à toutes l'amélioration de la condition ouvrière, le progrès économique et la sécurité sociale.
6. Après la destruction finale de la tyrannie nazie, ils espèrent voir s'établir une paix qui permettra à toutes les nations de demeurer en sécurité à l'intérieur de leurs propres frontières et garantira à tous les hommes de tous les pays une existence affranchie de la crainte et du besoin.
7. Une telle paix permettra à tous les hommes de naviguer sans entraves sur les mers.
8. Ils ont la conviction que toutes les nations du monde, tant pour des raisons d'ordre pratique que d'ordre spirituel, devront renoncer finalement à l'usage de la force. Et du moment qu'il est impossible de sauvegarder la paix future tant que certaines nations qui la menacent - ou pourraient la menacer - possèdent des armes sur mer, sur terre et dans les airs, ils considèrent que, en attendant de pouvoir établir un système étendu et permanent de sécurité générale, le désarmement de ces nations s'impose. De même, ils aideront et encourageront toutes les autres mesures pratiques susceptibles d'alléger le fardeau écrasant des armements qui accable les peuples pacifiques.

